

Chroniques sur la pauvreté

Paul Hermant

Source : www.rtbf.be , fin novembre 2012

La Pauvreté, pourquoi ? Les travailleurs pauvres, ce magnifique oxymore. 26/11/12

Pour tout vous avouer, ces derniers temps j'ai beaucoup ruminé. Depuis, en fait, que l'on m'a demandé de reprendre mon collier de chroniqueur quotidien pour quelques jours à l'occasion de cette semaine sur la pauvreté. Et j'avoue donc que je suis fort ennuyé parce que plutôt que de la pauvreté, c'est du travail que j'aurais voulu parler.

Notez bien que, dans notre pays de bonne humeur, il est désormais possible de faire les deux à la fois car si travail et pauvreté ne riment pas, désormais, on les voit souvent aller ensemble. Et donc je m'en vais consacrer ces cinq chroniques à cet oxymore magnifique, qui a déjà un passé glorieux et qui, n'en doutons pas, jouira aussi d'un avenir radieux : je veux parler des travailleurs pauvres.

Un oxymore, vous savez ce que c'est. C'est faire aller ensemble des termes contradictoires. Par exemple, un silence assourdissant, ça ne se peut pas. Par exemple, une luxueuse austérité non plus ça ne se peut pas. Pourtant nous voyons exactement où l'on veut nous mener quand on nous dit ça. Et donc quand on nous parle de travailleurs pauvres, nous comprenons tout de suite qu'on a beau faire partie de la Belgique qui se lève tôt, ce n'est pas pour autant qu'on sait toujours où coucher le soir.

Aujourd'hui, 4,5% des travailleurs sont limite, juste au-dessus, juste en-dessous, du seuil de pauvreté, environ 1000 euros par mois pour un isolé. 4,5%, ce n'est peut-être pas grand-chose, mais ça fait tout de même 220.000 personnes et selon le Service de Lutte contre la Pauvreté, la Précarité et l'Exclusion sociale, si l'on reporte tout cela sur la population âgée de 18 à 65 ans, cela fait aussi 24% des gens qui, en travaillant, vivent dans le risque de la pauvreté... Cette pauvreté là ne se dit pas. Elle est compliquée à faire parler.

Alors, parfois, on parle d'elle. Tenez, j'ai lu un article qui en traitait. Durement. Âprement. Il se terminait par cette phrase : " Il est peut-être un peu fort d'affirmer que la précarité fait partie ou est une conséquence d'un régime politique, mais en Belgique, c'est en tout cas un choix politique ". Un constat implacable, s'ajoutant à des observations et des remarques du genre : " Dès qu'une crise apparaît, le législateur a recours à des mesures temporaires.

La majorité d'entre elles sont cependant permanentes et l'appareil législatif débouche sur une déconstruction du droit du travail. Avec la complicité du législateur, nous évoluons d'une sécurité de l'emploi (relative) vers une grande incertitude ". Je n'ai pas lu ça dans une feuille d'un comité de chômeurs ou dans le journal d'une association de précaires. Non, cet article qui signale aussi qu'" Une culture de l'aléatoire est créée dans laquelle on vit au jour le jour " figure dans le dernier annuaire de la " Pauvreté en Belgique ", paru en septembre dernier et mis en œuvre par le SPP Intégration sociale.

Le SPP Intégration sociale est un service public fédéral et la préface est signée Maggie de Block qui s'y engage à faire connaître ces conclusions à tous ses collègues. Ah, c'est bien de finir la première chronique de la semaine avec l'idée que déjà nous sommes d'accord, le gouvernement et moi, et que nous partageons la même information. Et c'est beau de se dire que nous en savons plus sur les causes de la pauvreté au

travail que, par exemple, sur les raisons de la faillite de Dexia ou sur qui est responsable de la chute de Fortis... Avec ça, on devrait donc pouvoir avancer, non ? Nous verrons ça demain.

Travailleurs pauvres, deuxième ! 27/11/12

Lundi, on se disait qu'on allait pouvoir avancer un peu, puisque des chiffres existent et qu'on semble d'accord pour se dire que modération salariale, flexibilité, externalisation, enfin toutes ces choses qui entendent fluidifier le marché du travail, que tout cela donc contribue à créer des travailleurs pauvres.

Dans sa dernière étude, l'Institut pour le Développement Durable notait que les emplois à temps plein diminuaient, que les temps partiels augmentaient et que le différentiel n'allait qu'en s'aggravant. Le temps partiel, fils de la flexibilité, est un grand créateur de travailleurs pauvres, par exemple via les titres service. Aujourd'hui, on ne cherche plus du travail.

On cherche des heures. On grappille. Près de 130 000 emplois à temps partiel ont ainsi été créés depuis quatre ans. Dans le même temps, les temps pleins ont reculé de près de 30 000 postes. Avec à la clé, une présence accrue des femmes, toujours les premières à profiter de ces temps coupés, de ce que l'on appelle les " mauvais emplois ", ceux que l'on prend par exemple, pour les enfants.

Annie en est bien consciente. Le magasin de vêtements de seconde main dont elle s'occupe bénévolement à Verviers est désormais ouvert le samedi. Car le samedi non plus les travailleuses et les travailleurs pauvres ne travaillent pas. Et le samedi, le magasin ne désemplit pas. Quand on me dit : "Ça marche, quel monde vous avez, je réponds : quel désastre, en effet ça marche" s'énervent un peu Annie qui voit débarquer ceux que l'on appelle les techniciens et techniciennes de surface, les petits indépendants, des ouvriers, des agricultrices, des commerçants aussi dont l'enseigne ne clignote plus qu'à peine. Tout un monde qui vient chercher ici une chemise à 2,5 euros, un manteau à 4 euros.

La boutique pourtant n'était pas faite pour eux. Quand Joseph l'a créée, il y a bien des années, elle servait à l'association Enfants de la paix à aider à financer des projets de coopération en Inde. C'est toujours là d'ailleurs que va l'argent de ces vêtements donnés par des riches pour des pauvres et achetés par des pauvres pour des pauvres. Ah ça, les choses tournent.

Et elles tournent vite : "Les agricultrices, avant, elles donnaient, me dit Annie, maintenant elles achètent". Rien à faire : dans nos villes, dans nos campagnes, ça gagne. Ici désormais, on veille à mettre en vente de nouveaux produits, les samedis pour cette clientèle nouvelle qui vient aussi des villages environnants et que l'anonymat citoyen protège. Je regarde dans cette artère piétonnière les vitrines tout autour. Il est dix heures du matin, personne encore dans les commerces, mais chez Enfants de la Paix j'ai déjà compté neuf clients, surtout clientes. "Les travailleurs pauvres sont des laissés pour compte" dit Annie. "Ils sortent des préoccupations de tout le monde. L'Etat ne les voit pas. Et on ne voit pas l'Etat. Chez nous l'Etat il est juste présent dans les 21% de TVA qu'on nous réclame sur nos chemises à 2,5 euros. Intenable si nous n'étions pas bénévoles". Et puis là, au moment où nous terminons notre tasse de café avec Joseph et Annie, elle me dit : "Voyez-vous, Monsieur, on ne relève que ceux qui sont tombés. Les travailleurs pauvres ont toujours l'air debout, c'est ça leur problème, mais c'est désormais le nôtre". Et moi je me demande si cinq

chroniques suffiront jamais à relever le défi d'en faire celui de tous. A demain.

Plus on parle de travailleurs pauvres, plus on parle de politique, 28/11/12

Vous allez me dire, moi qui viens vous parler des travailleurs pauvres, qu'est-ce que je fais là planté par dessus un mont, sur un promontoire où jadis l'on rendit la justice et où l'on n'accède que par des chemins escarpés et des routes étroites ?

Hé bien, je regarde et j'admire ce que je suis en train de voir. Et tandis que je m'extasie sur cette ferme en carré plantée sur ces hauteurs condruziennes comme une citadelle, avec son fumier au milieu et ses pierres grises qui n'ont pas bougé depuis des siècles, Anne-Marie modère mon enthousiasme : " C'est une beauté architecturale, me dit-elle, chez les agriculteurs, c'est à l'intérieur qu'il faut aller voir. C'est moins joli ".

Rentrons alors et allons retrouver Martine, une autre de ces bénévoles de l'Union des Agricultrices Wallonnes qui vont voir dans les fermes comment vont ceux que l'on n'appelle pas ici des travailleurs pauvres mais des agriculteurs précaires. Et pour qui le mot traite ne signifie même plus ce lait qu'on ne vend plus qu'à perte, mais bien celles-là, les traites, qu'on ne parvient plus à payer du tout.

Alors, elles vont les voir, comme beaucoup d'autres, Martine et Anne-Marie, elles leur parlent et surtout, elles trient. " J'en ai vu haut comme la butte de Waterloo, me dit Martine. Des papiers, des courriers, des factures, des enveloppes non ouvertes.

Car c'est cela que l'on voit d'abord. Et c'est à cela que l'on voit d'abord : à la pile de lettres en jachère, à ce qui se tasse, à ce qui s'entasse, à ce qui s'empile, à ce qui se compile. Cet argent que l'on doit et qui dort là dans des enveloppes et qu'on ne veut surtout pas réveiller. A la fin, cela finit par faire des montagnes. Il y a celui-ci, qui ne pouvait plus verser ses lois sociales et qui se voit désormais réclamer 6000 euros par trimestre.

Celui-là qui ne paie plus le vétérinaire depuis des lustres, cet autre qui est en retard d'impôts, celui-ci encore que la banque poursuit. " Aucun fainéant, me dit Anne-Marie, tout simplement des gens qui croient que travailler c'est prendre la fourche et qui finissent par se perdre et s'oublier dans ce travail ". Il reste environ 14.000 exploitations agricoles en Wallonie, dont 10.000 s'occupent d'élevage.

Parmi elles, on estime, à la Fédération Wallonne des Agriculteurs, que 30 à 40 % sont désormais en situation précaire. Aujourd'hui, dit Annie, cela atteint aussi les entreprises performantes. Surtout ne pas croire que la précarité serait affaire d'originaux, de distraits ou de mal organisés. Non, c'est tout bête : il y a que tout baisse mais tout augmente.

Ce qui baisse, le prix du lait, celui de la viande ; ce qui monte : l'eau, le gaz, l'électricité, les intrants, les machines, les semences, et les emprunts, et les normes. Ah, les normes... Diversifiez, leur dit-on, il en restera toujours quelque chose. Faites du fromage de ferme, proposez du beurre, vendez du saucisson. C'est bête, mais il y a 20 ans on leur conseillait le contraire. Surtout, concentrez vos productions, on ne veut voir qu'une tête ! Et depuis 20 ans, les normes d'hygiène sont devenues si sévères que faire son beurre est désormais aussi devenu simplement impayable.

Ou alors, vendez, leur dit-on. Vendez vos bêtes, vendez vos quotas, vendez vos machines et vous pourrez payer vos dettes. Malin, mais comment alors travailler sans outil de

travail ? " Hier, on se battait pour des prix et on gagnait souvent, me dit Anne-Marie. Aujourd'hui, on ne sait plus contre qui on se bat. Contre l'Europe, contre la mondialisation, contre l'industrie agro-alimentaire, contre les normes ? On ne sait pas mais on dirait bien qu'on voudrait que cette agriculture familiale disparaisse ". Je ne sais pas vous, mais moi je trouve que plus on parle de travailleurs pauvres, plus on parle de politique.

Et je pense qu'on va continuer demain.

Ici on fabrique des travailleurs pauvres..., 29/11/12

Il y a un débouché industriel qui marche assez bien par chez nous et c'est la fabrique des travailleurs pauvres.

Bon, celui-ci qui est devant moi et qui a quoi, un bon 22 ans, et dont le père me dit je ne dis pas que c'était l'école qui était mauvaise ou bien mon fils qui n'était pas bon, mais ils n'étaient pas faits pour vivre ensemble, et qui a donc connu, on l'a compris, un parcours scolaire chaotique et pas trop de diplômes, celui-ci donc qui est devant moi et qui n'a pas la mine des grands jours explique qu'il a travaillé pendant dix-huit mois pour un euro de l'heure dans un centre de formation, qu'il a voulu avoir accès à un Revenu d'Insertion Sociale, qu'on le lui a refusé, que le tribunal s'en est mêlé, que l'on lui a accordé, qu'un recours a été déposé, que l'on lui a retiré et puis qu'on lui a réclamé l'arriéré perçu et que donc celui-ci qui est devant moi a travaillé dix-huit mois pour un euro de l'heure en est sorti en en devant rembourser 4000. Voilà ce qu'on appelle un départ en fanfare.

Et elle, par exemple, qui est devant moi, qui gagne 800 euros dans son temps partiel et qui touche un complément d'allocations pour parvenir à gagner un chouia plus que ce qu'elle toucherait du chômage si elle ne travaillait pas, eh bien voilà maintenant qu'elle reçoit des courriers lui enjoignant de trouver un deuxième mi-temps ou de faire la preuve au moins qu'elle s'y active, faute de quoi l'on pourrait fort bien lui supprimer son complément.

Avant on activait les chômeurs, maintenant voilà aussi qu'on active les travailleurs qui ont trouvé un emploi mais pas encore assez d'emploi. On se demande parfois si la lutte contre le chômage ne cache pas une lutte contre le travail. Chez LST, Lutte Solidarité Travail, installée à Namur et qui a bâti entre autres choses une coopérative dans le secteur du bâtiment, on n'y va pas par quatre chemins : on dit que la pauvreté est incluse dans une société de l'exclusion, qu'elle n'est pas un marqueur, un accident, un phénomène, mais qu'elle devient un concept à part entière, peut-être un horizon politique.

Et que d'ailleurs, dans les ministères et les administrations, on ne dit plus pauvreté, qu'on dit cohésion sociale et que les mots s'occupent tout seuls de cacher ce à quoi la chaîne d'insertion et de formation sert, disent-ils, véritablement : à faire en sorte d'organiser la misère, à la rendre présentable d'abord et acceptable ensuite.

De sorte à créer la possibilité de créer légalement des travailleurs pauvres, dans un métier non choisi, souvent pénible et payé au lance-pierre. Il y a quelque chose qui cloche, effectivement, avec ce travail pauvre, ce travail de pauvres : ce n'est pas qu'il n'y a pas de travail, c'est qu'il n'y a pas d'emplois et quand il y a des emplois - on connaît les secteurs en pénurie - il se trouve peu de gens dont la qualification permette d'y répondre. Le différentiel entre les offres et les demandes d'emploi en Belgique est effectivement, comme on le sait, le plus élevé d'Europe.

Et si c'était donc la notion de travail même qu'il s'agissait de questionner. Et c'est peut-être d'ailleurs ce que nous disent

les travailleurs pauvres : occupez-vous de changer le travail, nous nous chargerons tout seuls de notre pauvreté. Ce sera demain l'objet de notre dernière chronique

La pauvreté donne beaucoup de travail

30/11/12

Christine Mahy arrive en retard, les bras chargés de brochures et de dossiers. La pauvreté en effet est grande dévoreuse de papiers et de temps. La pauvreté donne beaucoup de travail.

Ici, au Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté, dont Christine Mahy est la Secrétaire générale, on dit que la pauvreté, ce n'est rien d'autre que la privation de l'accès à des richesses matérielles, immatérielles et naturelles.

Et que la pauvreté au travail, c'est un trop peu de revenus et de reconnaissance pour n'avoir ni choisi son boulot ni sa pénibilité ni les horaires décalés, les horaires variables ou les temps coupés qui contraignent à une gymnastique incessante et harassante qui tue les temps des salariés et le capital humain. De sorte, dit Christine Mahy que malgré tout ce que l'on peut penser, ce ne sont pas les gens qui s'éloignent de l'emploi, mais c'est l'emploi qui s'éloigne des gens...

Et cela, je l'ai entendu partout, dans chaque rencontre que j'ai faite pour ces chroniques : que nous aurions donc une vision trop orthodoxe du travail, où le hors-jeu n'est pas agréé, où la force de production prime, où les talents ne sont pris en compte qu'en fonction de leur utilité économique. Où l'on gâche des ressources, où l'on se passe des savoirs et des enthousiasmes. Pourtant, dans mon voyage, je n'ai rencontré personne qui m'ait dit que malgré les souffrances et malgré les injustices, il ne renoncerait cependant à ce semblant d'identité sociale que donne ce sous-statut de travailleur au rabais.

Les fermiers précaires, par exemple, malgré les factures impayées et le lait qui ne vaut rien, continuent d'aller à la fourche... De sorte que, dans cette société où l'on vante l'effort et le mérite, l'on finit par se demander qui, effectivement, fait le plus d'effort et qui est le plus méritant, par exemple, du directeur de groupe bancaire qui avoue n'avoir qu'une connaissance superficielle des matières dont il s'occupait ou de la technicienne de surface qui cherche des heures pour finir à 1100 euros pas mois.

Et là, je laisse la parole à Patrick, qui a fait tous les chemins de formation et d'insertion, tous les petits boulots trouvables, enfin cette route du travailleur pauvre qui ne trouve que du pauvre travail et qui me dit : " Il ne faut pas laisser l'avenir à ceux qui vous disent qu'il faut vous lever tôt. Vous avez beau vous lever tôt, vous n'avez quand même pas d'avenir ".

C'est comme ça, dirions-nous, depuis que l'emploi semble être devenu l'ultime production du travail. Peu importe alors la qualité de l'emploi du moment qu'il existe. Et je repense à cette autre chose que m'avait dit Patrick : " Occupez-vous de changer le travail, nous nous chargerons de sortir tout seuls de la pauvreté ". De fait. Et, à un moment, cela oblige par exemple à se demander si un ouvrier qui fabrique, disons, des produits nocifs est plus ou moins utile à la société qu'un sans emploi qui fait tous les jours les courses pour les vieux de sa rue ? Ce que fait d'ailleurs Patrick. A un moment, effectivement, ce sont des questions comme celles-là qu'il faudrait oser poser. Mais à qui ? C'est une assez bonne question, je trouve, pour terminer ces chroniques.